

La Constitution

forme de chantage, pour reprendre l'expression anglaise, un *bluff*, se trompent dangereusement.

L'union économique canadienne n'intéresse pas seulement la grande entreprise, les commerces ou les banquiers. C'est un problème pour nous tous lorsque les barrières commerciales internes du Canada sont plus hautes que celles qui séparent les pays d'Europe. Cela va bien au-delà des profits, cela affecte l'emploi, les prix à la consommation. Notre potentiel est celui de nos descendants.

• (1900)

Nous sommes au défi de trouver des solutions au problème, et les trouver ensemble. Selon les sondages, les Canadiens réclament que la révision constitutionnelle cède le pas à celle de l'économie, compte tenu de la gravité exceptionnelle de la récession et de ses conséquences. Si la question de la Constitution était nouvelle, personne ne pourrait s'objecter à cette façon de voir. Malheureusement, la question traîne depuis tellement longtemps qu'elle est maintenant irrémédiablement liée de façon étroite à l'avenir de notre économie. Il ne fait aucun doute que la confiance nécessaire à une véritable reprise de l'économie ne pourra se manifester tant que durera l'incertitude politique liée à l'impasse constitutionnelle. Il est illusoire de croire que les décisions d'investissement peuvent être prises alors qu'en raison de l'incertitude quant à l'avenir, les règles du jeu demeurent inconnues. Au Québec, en outre, notre économie a déjà suffisamment souffert avant le référendum de 1980 et depuis l'échec de Meech pour que l'on puisse envisager de reporter de nouveau la question.

Je demande maintenant à tous les Canadiens et Canadiennes de songer à tout ce que nous avons accompli ensemble et à tout ce que nous risquerions de perdre par le morcellement du pays. La citoyenneté, ce n'est pas seulement des avantages, c'est aussi une responsabilité. Comment pourrait-on dire à nos parents, qui nous ont légué, avec fierté et confiance, un des plus beaux pays au monde: «Je n'ai pas été capable de transmettre votre héritage à vos petits-enfants? Par indifférence, par lassitude, par timidité, notre génération a tourné le dos à un passé glorieux et a renoncé à un avenir brillant».

Aimer le Canada, vouloir l'améliorer, ce n'est pas renier notre appartenance québécoise, renier notre fierté dans nos origines. Au contraire. Qui sont ceux et celles,

aujourd'hui, qui servent le mieux les intérêts des compatriotes? Est-ce que ce sont ceux et celles qui veulent bâtir un Canada encore meilleur et plus prospère pour leurs enfants? Un Canada où le Québec pourra continuer de s'épanouir en toute sécurité et en toute liberté? Ou ceux et celles qui veulent morceler et affaiblir le Canada? Ceux qui veulent isoler le Québec, ébranler son économie? Ceux qui bâtissent ou ceux qui bouddent?

Au Canada, nous préférons toujours les solutions paisibles. Les peuples du monde admirent chez nous cette qualité que prisait nos ancêtres. Nous sommes appelés à bâtir un pays meilleur à partir d'une solution meilleure, à sauver ce merveilleux pays. C'est notre bienfait, notre offrande au monde qui nous entoure, notre devoir envers nous-mêmes et notre obligation envers les générations futures.

[Traduction]

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat spécial à la Chambre des communes ce soir.

En tant que député, j'aime rester à l'écoute des électeurs de ma circonscription, celle de Winnipeg St. James. Par conséquent, au cours des quelques minutes qui viennent, je veux vous transmettre leur point de vue.

D'abord et avant tout, je dirais qu'il semble y avoir beaucoup de bonne volonté et de générosité de la part des habitants de ma circonscription relativement à ce processus de réforme constitutionnelle pour le renouvellement du Canada. En fait, mes électeurs sont plus à l'aise avec ce processus qu'ils l'étaient durant le débat sur l'accord du lac Meech. À mon avis, c'est surtout parce qu'il est un peu plus ouvert. Ils ont l'impression que les Canadiens peuvent y participer, comparativement à l'accord du lac Meech où presque tout s'est fait à huis clos.

Il y a donc une amélioration, et je suis fier de l'annoncer.

D'après ce que j'ai entendu dans la circonscription de Winnipeg St. James, je peux vous dire que mes électeurs ne veulent pas que le Canada éclate.

Je n'ai pas entendu beaucoup de gens dire: «Nous allons laisser le Québec se séparer.» Cette phrase, je l'avais entendue à maintes reprises il y a deux ou trois ans, lorsque les Canadiens ressentaient une certaine frustration et étaient inquiets de l'avenir du pays. Je ne l'entends plus souvent aujourd'hui.